

TIHANGE

Texte
CATHERINE JOIE
Photographies
GAËLLE HENKENS

NEIN DANKE

Ils ne veulent pas lâcher le morceau. Depuis plus d'un an, les habitants d'Aix-la-Chapelle militent sur tous les fronts pour faire arrêter le réacteur nucléaire Tihange 2. Les Allemands redoutent « eine Katastrophe » à la Tchernobyl. En Belgique, on hausse les épaules : n'ayez crainte, chers voisins, tout va bien.



Toutes les portes extérieures sont fermées, sauf une. Celle à double battants, au bout de la cour de récré. La grande bleue. C'est là que les parents viendront chercher leurs enfants. Les enfants, eux, sont assis sagement dans la salle de gym. Celle dont le parquet grince sous les baskets et où l'on range les mousses de sport. Les grands bleus. C'est là que l'éducatrice s'apprête à appeler les enfants, un à un.

Un prénom grésille dans son talkie-walkie. Un garçon se lève et s'avance à petits pas. Le parquet reste muet. Les autres enfants aussi. Tout le monde le regarde sortir du gymnase.

Hop, le garçon avance dans le couloir qui mène aux salles de classe. Il enfle son cartable, prend un escalier, arrive à l'étage, franchit deux portes, et qui voit-il ? Sa maman, qui l'attend à côté du directeur. Wilhelm Dewes tient un talkie-walkie en main. Officiellement, cette école primaire d'Aix-la-Chapelle est en plein exercice d'évacuation en vue d'une « catastrophe quelconque ». Mais tout le monde sait – enfants y compris – qu'il s'agit de se préparer à un accident nucléaire majeur. Plus particulièrement : comment évacuer une école de 200 élèves si la centrale de Tihange devient incontrôlable ? À vol d'oiseau, Tihange se trouve à 65 km d'Aix-la-Chapelle, mais nos voisins allemands ont le sentiment que c'est au fond de leur jardin... D'après les estimations brandies par les représentants politiques de la région, un nuage radioactif, poussé par le vent qui vient généralement du sud-ouest, se retrouvera en trois heures au-dessus de leurs têtes, frontière ou pas frontière. Et trois heures, ça passe vite.

Dans le gymnase, la tension retombe aussi vite qu'elle n'est montée. Les enfants rigolent, prennent leur temps pour traverser l'école. Ils perçoivent bien que c'est une belle comédie. Tant mieux d'ailleurs, parce que l'évacuation connaît quelques ratés. Le directeur doit répéter les prénoms dans son talkie-walkie, de plus en plus fort. Les parents, heureusement, jouent le jeu. Mais laissent la porte bleue grande ouverte et le sas imaginé par les enseignants pour se protéger de la radioactivité perd toute efficacité.

« Il ne restera rien à 500 km à la ronde »

On imagine bien qu'en cas d'accident nucléaire, madame qui se tient là, avec son manteau de fourrure, et monsieur là-bas, en veste de sport, n'attendent pas leurs enfants aussi sagement. Madame confirme et ajoute : « Il faudra déjà que je puisse quitter le bureau et atteindre l'école... » De toute façon, signale un papa,

« si Tihange explose, il ne restera rien à 500 km à la ronde. On mourra sur le coup. À quoi bon prévoir cet exercice ? » Une autre maman, les mains dans les poches, cool Raoul, n'est ni paniquée, ni fataliste. « C'est très allemand, tout ceci. Prévoir un plan, organiser une évacuation, que tout soit bien "carré". Franchement, je ne comprends pas pourquoi on ne fait pas confiance au gouvernement belge. Leur objectif, c'est quand même la sécurité de leurs centrales et la protection de la population, non ? »

Elle précise qu'elle se sent bien seule en Allemagne avec son opinion. Elle n'a probablement pas tort. Allez faire un tour dans le centre d'Aix-la-Chapelle : vous tomberez tous les 50 m sur une affiche jaune « Tihange Abschalten » (« Fermer Tihange ») ou « Stop Tihange & Doel ». Aux fenêtres des appartements, aux vitrines des magasins, à l'arrière des voitures : elles sont immanquables. À cette échelle, ça dépasse à coup sûr le travail acharné de quelques activistes anti-nucléaire. En théorie, la campagne « Stop Tihange & Doel » ne devrait pas se limiter à la région d'Aix-la-Chapelle, puisqu'elle est soutenue par une flopée d'associations allemandes, néerlandaises, luxembourgeoises et belges. En pratique, c'est néanmoins le cas – ce qui ne l'empêche pas d'être redoutablement populaire. Pour ne citer qu'un seul exemple : le 12 novembre 2016, 23 000 spectateurs, maillots jaunes « Stop Tihange » sur

« Je ne comprends pas pourquoi on ne fait pas confiance au gouvernement belge. Leur objectif, c'est quand même la sécurité de leurs centrales, non ? »

UNE MÈRE DE FAMILLE

le dos, ont assisté à un match de foot amical organisé par le club d'Aix-la-Chapelle en soutien à la campagne anti-nucléaire. D'ordinaire, les gradins sont clairsemés : 5 000 supporters de moyenne.

Que revendiquent exactement les Allemands qui signent à tour de bras – 320 000 signatures – la pétition « Stop Tihange & Doel » ? Ils exigent la fermeture immédiate de deux réacteurs nucléaires belges, Tihange 2 et Doel 3, pour des raisons de sécurité. Les pannes, les incendies, les fuites d'eau, les problèmes à répétition dans les centrales belges les préoccupent... Mais le vrai danger, estiment-ils, se cache derrière les « défauts dus à l'hydrogène » détectés dans les cuves des Tihange 2 et Doel 3 en août 2012. Ce sont les « fissures » ou « microfissures » qui ont tant fait parler d'elles – termes qui ne sont d'ailleurs plus officiellement

Wilhelm Dewes, directeur d'une école primaire de Aix-la-Chapelle, a organisé un exercice d'évacuation en vue d'une catastrophe nucléaire.



utilisés en Belgique, mais dont l'usage est encore courant en Allemagne, où l'on mentionne fréquemment les cracks des centrales belges. Nos voisins d'Aix-la-Chapelle imaginent – pour faire court – que ces « défauts » pourraient provoquer à tout instant un accident nucléaire majeur.

Si l'on ne parle plus de « fissures », c'est parce que les défauts dus à l'hydrogène s'apparentent, selon les rapports d'experts, plutôt à des petites « bulles », des « cloques » ou des « flocons ». Ils ont une longueur moyenne de 15 mm, même si certaines bulles mesurent jusqu'à 155 mm de long et 77 mm de large. Les bulles sont aussi fines qu'une feuille de « papier à cigarettes », pour citer l'Agence fédérale pour le Contrôle du nucléaire (AFCN). Elles sont prisonnières dans la paroi de la cuve des réacteurs, une épaisse couche d'acier de 25 cm, et elles suivent la courbe de la cuve. Dernier élément important : leur nombre. Les anneaux centraux de la cuve Tihange 2 comptent 3 149 défauts et ceux de Doel 3, 13 048. C'est l'information qui fait généralement bondir les Allemands...

1 500 tests sur matériaux

Dès la découverte de ces défauts, à l'été 2012, Engie Electrabel, l'exploitant des deux centrales nucléaires

belges, arrête les deux réacteurs. Commence alors une série d'exams qui durera trois ans. Electrabel parle de « plus de 1 500 tests sur matériaux » et de nombreuses « analyses détaillées ».

Le verdict tombe en novembre 2015. Il est prononcé par l'AFCN, le « gendarme nucléaire », compétent pour la garantie de la sécurité nucléaire en Belgique. Les microbulles, annonce l'AFCN, ne représentent aucun danger, « que ce soit en conditions normales d'exploitation ou en cas d'accident ». Elles n'ont pas d'« impact inacceptable » sur la sûreté des réacteurs et n'évoluent pas.

L'AFCN, secondée par les experts internationaux, est arrivée à cette conclusion après une analyse « objective et impartiale » de la démonstration de sûreté présentée par Electrabel. L'analyse d'Electrabel avait elle-même été au préalable « contrôlée et vérifiée par des experts internationaux, indépendants et renommés. Les calculs ont été totalement refaits par un laboratoire américain qui a confirmé que les marges de sécurité nécessaires avaient bien été respectées », souligne le cabinet de Jan Jambon (N-VA), ministre de l'Intérieur et responsable de la sûreté nucléaire en Belgique.

Quant à l'origine des microbulles, Engie Electrabel explique que « lors du forgeage des cuves de Doel 3 et



Les militants anti-nucléaire allemands ont déjà installé en Belgique cinq boîtiers comme celui-ci, à Tilff, pour mesurer la radioactivité dans l'air entre Tihange et Aix-la-Chapelle.

Tihange 2, il y a quarante ans, une partie de l'hydrogène n'a pas disparu de l'acier. Le gaz résiduel est donc resté piégé dans la microstructure de l'acier. » Même si c'est « la première fois que ce phénomène est constaté dans la paroi d'une cuve de réacteur d'une centrale nucléaire en fonctionnement », l'AFCN a estimé qu'il ne subsiste « aucun élément de nature à empêcher un redémarrage des réacteurs ». Le 17 novembre 2015, Electrabel reçoit donc un feu vert pour redémarrer Tihange 2 et Doel 3, et pour exploiter les deux réacteurs jusqu'à leur arrêt définitif. À savoir, comme le stipule la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire, le 1er octobre 2022 pour Doel 3 et le 1er février 2023 pour Tihange 2.

Combinaisons et couvre-chaussures

Le 17 novembre 2015, l'annonce du redémarrage de T2 et D3 malgré la présence de milliers de microbulles est évidemment arrivée jusqu'aux oreilles des habitants d'Aix-la-Chapelle. Quant aux arguments de l'AFCN et d'Electrabel... Ils n'ont en tout cas pas retenu l'attention de Wilhelm Dewes, pour qui « tout a commencé » ce jour-là. L'inquiétude, d'abord. L'envie d'agir, ensuite. Il repère des conférences sur les conséquences d'un accident nucléaire, s'y rend et petit à petit, décide

concevoir un plan « *Katastrophe* » pour son école. Il achète des combinaisons taille adulte, type cosmonaute, des masques et des couvre-chaussures et des pilules d'iode en grandes quantités pour ses élèves. Il découvre aussi qu'il n'existe pas de masques dans le commerce pour les enfants - d'où la commande spéciale réalisée récemment par la région d'Aix-la-Chapelle : 38 000 (!) masques taille 7-12 ans seront bientôt fournis aux écoles primaires de l'entité. Rien de dramatique cependant à ce qu'ils n'aient pas encore été livrés pour l'exercice d'évacuation, souligne Wilhelm Dewes. Le matériel qu'il possède déjà est de toute façon resté dans le placard de son bureau. Surtout, dit-il, évitons de paniquer les enfants. Par contre... Pourquoi se priver de l'occasion de rajouter une petite couche de sensibilisation ? Wilhelm Dewes a autorisé Mike, un membre du groupe anti-nucléaire AAA (pour *Aachener Aktionsbündnis gegen Atomenergie*, l'Alliance d'Aix-la-Chapelle contre l'Énergie nucléaire), à distribuer des tracts pour la grande chaîne humaine organisée le 25 juin prochain. L'idée des militants est simple, mais très ambitieuse : rassembler 60 000 personnes pour relier Aix-la-Chapelle, Maastricht, Liège et Tihange, soit 90km de parcours, afin de montrer que des Belges, des

Néerlandais et des Allemands réclament ensemble la fermeture immédiate de Tihange 2. Si le public répond à l'appel, cette action sera le point culminant d'un an et demi de mobilisation intensive, initiée par les militants du groupe AAA, qui sont devenus des adeptes des projets d'envergure. Ils se chargent par exemple de monter avec deux autres groupes d'activistes un réseau de capteurs qui mesurent la radioactivité dans l'air entre Tihange et Aix-la-Chapelle. Dix appareils sont déjà opérationnels, dont cinq en région liégeoise. Les données sont disponibles en temps quasi réel sur le site internet du réseau TDRM, pour *Tihange Doel Radiation Monitoring network*. L'objectif du projet est de forcer les autorités compétentes à plus de transparence sur le nucléaire. Quelque chose comme : « On décèlera toute fuite survenue à Tihange, donc n'essayez pas de nous le cacher, préparez plutôt un plan d'urgence à appliquer en cas d'accident. » Oui, les activistes de AAA sont très impliqués dans leur combat.

Christian Rein les connaît bien. Journaliste au *Aachener Zeitung*, le journal local, il écrit depuis plusieurs années sur la question nucléaire. Il nous a donné rendez-vous dans un café du centre-ville. Sur la porte, un autocollant jaune « Stop Tihange ». À l'intérieur, au niveau du grand miroir qui surplombe la banquette : un autre autocollant jaune. Décidément. Christian Rein commence à dérouler le fil.

En mars 2011, la colère gronde outre-Rhin quelques jours après la catastrophe de Fukushima Daichii, le second accident de l'Histoire à figurer au septième niveau – le plus grave – de l'Échelle internationale des événements nucléaires (le premier accident étant celui de Tchernobyl, en 1986). Les convictions anti-nucléaires des Allemands, bien enracinées depuis les années 1970, refont surface. Angela Merkel, la chancelière, qui venait de conclure un accord sur le maintien du nucléaire, est contrainte à faire volte-face. C'est définitif : l'Allemagne se passera de l'atome. Le pays se laisse dix ans pour y arriver. Huit réacteurs sont fermés sur le champ. Les neuf derniers seront débranchés d'ici décembre 2022.

« Depuis Fukushima, il va de soi pour tous les Allemands qu'il faut en finir avec le nucléaire, souligne le journaliste. On estime que si une catastrophe a pu survenir au Japon, un pays aux standards occidentaux, aucune centrale n'est à l'abri d'un accident majeur. En 2011, quand la première partie de nos centrales nucléaires a été fermée, on s'est donc posé une question très simple : quelle est désormais la centrale la plus proche d'Aix-la-Chapelle ? C'est une question toute bête, il suffit de prendre une carte. Et là, on a réalisé que les cinq centrales les plus proches se trouvaient en fait dans un autre pays que le nôtre. » À

savoir Tihange (65 km), Chooz (France, 118 km), Doel (141 km), Cattenom (France, 153 km) et Borssele (Pays-Bas, 179 km).

Se cogner contre un mur

Pour le groupe AAA, ce fut un déclic. Les militants ont concentré toute leur énergie sur Tihange, sans se douter qu'un an plus tard, un argument de poids leur serait servi sur un plateau : les microbulles. « *Leur message est devenu : "Non seulement les Belges abritent des centrales nucléaires, mais en plus ces dernières ne sont pas sûres!"* » Les membres de AAA ont alors fait appel à des experts et ils se sont mis à organiser des conférences. Depuis l'annonce du redémarrage de Tihange 2, « ils n'ont tout simplement pas lâché le morceau. Sans eux, je ne sais pas si Tihange aurait

« *Les microbulles ne représentent aucun danger, que ce soit en conditions normales d'exploitation ou en cas d'accident.* »

L'AGENCE FÉDÉRALE POUR LE CONTRÔLE DU NUCLEAIRE

autant d'attention de la part des Allemands. C'est devenu une affaire nationale. » Attitude paradoxale puisque l'Allemagne n'a – directement, du moins – aucune emprise sur la gestion des centrales nucléaires belges. « *C'est vrai, reconnaît Christian Rein. On sait qu'au bout du compte, c'est au gouvernement belge, et donc à la population belge, de décider si, oui ou non, la Belgique doit continuer à produire de l'énergie nucléaire. C'est ainsi ! C'est d'ailleurs pour ça que les militants de AAA veulent impliquer les Belges avec leur chaîne humaine... Le problème, c'est que les Allemands se cognent contre un mur en Belgique. Celui de l'indifférence envers cette problématique.* »

Un mur ? Une frontière, d'accord. Mais un mur ? Allez savoir. Et bien, allons voir.

On monte dans l'omnibus qui enchaîne les aller-retours entre Aix-la-Chapelle et Spa-Géronstère. Petit transfrontalier, quatre wagons, rapide et efficace. Le train entre dans le tunnel et les oreilles se bouchent, c'est systématique. On arrive à Hergenrath. Puis à Verviers-Central, puis Liège-Guillemins. On descend du train ; on monte en voiture ; on descend sur Huy. On croise des gigantesques pylônes électriques, tranquillement installés dans les jardins de particuliers. Autant de Tour Eiffel avec leurs quatre pieds plantés dans le gazon. Sauf qu'ici, pas de grand parc sous la ferraille, juste un petit carré d'herbe. Un tout petit carré d'herbe.

On suit les câbles électriques. Le réseau se densifie. Un virage et ça y est, on ne voit plus qu'elles : les trois tours de refroidissement de Tihange, qui fument en se contemplant dans la Meuse.

Les habitants du coin, eux, ne les voient même plus. La centrale fait tellement partie du paysage (la construction du premier réacteur a commencé en 1969) que lorsque l'alarme retentit le premier jeudi de chaque trimestre – « *Ceci est un exercice ; ceci est un exercice* » – plus personne n'y prête attention. Tihange 2 a beau avoir l'âge qu'il a (40 ans, à compter du début de sa construction en avril 1976) et posséder des défauts, le réacteur fonctionne à plein tubes. En 2016 : 354,5 jours d'activité, soit un taux de disponibilité de 97%. C'est nettement mieux que l'un de ses acolytes, le réacteur T1, en arrêt non planifié depuis le début du mois de septembre suite à un problème de stabilité du sol dans un bâtiment voisin. Pas de quoi redorer le blason de centrales déjà perçues comme mal-en-point... Lorsque les trois réacteurs wallons sont opérationnels, la quantité d'électricité produite à Tihange représente 25% de la production totale de la Belgique. Si l'on ajoute les quatre réacteurs de Doel, la production nucléaire belge représente 50% de la consommation et de la production d'électricité totale du pays. Rien d'étonnant donc à entendre les habitants de Tihange répondre que, microbulles ou non, la Belgique ne peut se permettre de fermer ses centrales : « *Il n'y a rien ! Pas de plan pour sortir du nucléaire !* » Il y a une date tout de même : le 1^{er} décembre 2025. Ce jour-là, le permis d'exploitation du réacteur Doel 2 arrivera à échéance, quelques mois après ceux des réacteurs Doel 1, Doel 4, Tihange 1 et Tihange 3. La Belgique sera alors

« *Sans les militants du groupe AAA, je ne sais pas si Tihange aurait autant d'attention en Allemagne. C'est devenu une affaire nationale.* »

CHRISTIAN REIN, JOURNALISTE

officiellement sortie du nucléaire. On y croit, à Tihange ? Haussement de sourcils. Cette date fatidique est considérée comme une vague promesse politique, et dans ce rayon, ils en ont vu d'autres. Un passant s'épanche : « *J'avais 7 ans quand la centrale a ouvert. À cette époque-là, on nous a tout promis, l'électricité gratuite, pas de taxes à payer...* Anne-Marie Lizin (ancienne bourgmestre de Huy, NDLR) recevait tellement de sous d'Electrabel qu'elle aurait

bien recouvert les rues du centre-ville de tapis-plein ! » Engie Electrabel paie chaque année environ 15 millions d'euros à la commune de Huy pour couvrir différentes taxes et compenser les désagréments engendrés par la centrale. Cette somme représente un tiers du budget communal. Plusieurs communes avoisinantes bénéficient aussi d'un apport financier d'Electrabel. « *Mais au final, que s'est-il passé ? Rien. On paie notre électricité comme tout le monde. Il n'y a aucun avantage à habiter ici.* »

Les Allemands en combinaisons blanches

Derrière le comptoir à fromages d'un magasin bio ouvert à côté de la centrale, deux jeunes vendeuses acceptent volontiers de discuter. La première interrompt son travail ; la seconde continue d'emballer des parts de brie dans du papier cellophane. « *Peur de vivre ici ? Non. S'il y a une fuite, on ne le saura de toute façon pas, puisqu'on ne nous dit pas tout. Et si ça explose, ça ne changera rien d'être à 10 m ou à Maastricht. Donc non, je n'ai pas peur* », répond la première. Comme quoi, l'idée selon laquelle tout le monde tombe raide mort lors d'une catastrophe nucléaire est bien répandue. Sa collègue se montre plus terre-à-terre : « *S'il se passe quelque chose, on doit rentrer chez nous et fermer les fenêtres. J'ai été chercher des pilules d'iode à la pharmacie, c'était gratuit. Si j'ai bien compris, le nombre de pilules à avaler varie en fonction du poids.*

– *Comment tu sais tout ça, toi ?*

– *On a reçu une brochure, hein. Par la poste.* »

La première a visiblement envoyé valser ce bout de papier. Elle enchaîne : « *Niveau mobilisation, ce sont surtout les Allemands qui viennent manifester. Un jour, ils ont fait le tour du rond-point en combinaisons blanches et avec des pancartes, puis ils ont carrément entouré la centrale. Pour tout dire, (elle sourit), c'était un peu le bordel.*

– *Des journalistes allemands nous ont déjà demandé des explications sur le magasin bio ouvert à deux pas de la centrale, ajoute sa collègue.*

– *Personnellement, je ne comprends pas pourquoi ils trouvent ça contradictoire.*

– *Ah, je ne peux pas leur donner tort...* »

Même topo ailleurs en Belgique : la mobilisation rase le plancher. En Wallonie, les (petits) groupes anti-nucléaire se font à peine entendre. En Flandre, le Mouvement du 11 mars (*11-Maartbeweging*, en référence à l'accident de Fukushima) a déjà plus de corps et rassemble chaque année quelques centaines de personnes pour une manifestation à Anvers. Mais on est loin du mouvement de masse d'Aix-la-Chapelle. Peut-être parce que les Belges ont cette manie de ne rien prendre au

sérieux... C'est comme cette brochure rédigée par le SPF Intérieur et intitulée « *Que faire en cas d'accident nucléaire ?* » En couverture : un jeune homme (qui sourit ? qui pince les lèvres ?) emballé dans du papier aluminium. Il porte un chapeau pointu, en aluminium également, et les lunettes conçues pour regarder une éclipse solaire. On veut rire, mais on hésite. En Communauté germanophone de Belgique, par contre, l'état d'esprit est différent. L'inquiétude des citoyens, calquée sur celles des Allemands, est arrivée aux oreilles du parlement, qui a adopté en novembre 2016, à l'unanimité, une résolution demandant l'arrêt immédiat des réacteurs Tihange 2 et Doel 3. Si quelqu'un se réjouit de cette prise de position, c'est Helmut Etschenberg. Ne vous figurez pas le cliché du militant écologiste anti-nucléaire : il en est bien loin. Costume impeccable, boutons de manchettes, lunettes rondes en écaille, bouc grisonnant, cheveux blancs peignés en arrière. Et surtout : chrétien-démocrate. Helmut Etschenberg a 69 ans. Il a rejoint le parti de la CDU/CSU il y a une trentaine d'années et il est aujourd'hui le président du conseil de la *StädteRegion Aachen*, soit un ensemble de dix communes, dont celle d'Aix-la-Chapelle. Il pèse 545 000 habitants.

Batailles d'experts

En Allemagne, Helmut Etschenberg est devenu petit à petit la figure politique qui incarne et mène le combat pour l'arrêt de Tihange 2. En soi, il ne doute pas que T2 et D3 puissent fonctionner, mais il redoute, malgré les études scientifiques présentées par Engie Electrabel et l'Agence fédérale pour le Contrôle du nucléaire (AFCN), que les microbulles empêchent les deux réacteurs de tenir le coup en cas de pépin. L'ambassadeur allemand en Belgique tient ouvertement le même discours, tout droit sorti d'un rapport rédigé par l'autorité nucléaire allemande (RSK). Des experts allemands qui se sont penchés (depuis Bonn) sur le cas de Tihange 2 et Doel 3 y indiquent qu'« en ce qui concerne les charges en cas d'accident, le RSK ne peut arriver à la conclusion qu'il existe les marges de sécurité requises ». Un commentaire qui a fait son petit effet outre-Rhin... À la sortie du rapport, en avril 2016, Barbara Hendricks, la ministre sociale-démocrate allemande de l'Environnement, s'en était saisie pour demander au gouvernement belge l'arrêt provisoire des deux réacteurs, afin de mener des examens complémentaires. Sans succès. Contactée par nos soins, l'AFCN confirme – par mail uniquement – qu'aucun examen complémentaire n'est prévu en dehors des révisions planifiées, mais que cela ne l'empêche pas de suivre le dossier « de près ». « Si la sûreté venait à ne plus être garantie, nous ferions immédiatement arrêter les réacteurs », écrit Sébastien

Berg, le porte-parole de l'AFCN. Engie Electrabel ajoute : « *Nous investissons chaque année 200 millions d'euros pour améliorer en performance nos sept unités et les adapter aux règles de plus en plus strictes.* » L'AFCN y veille, d'ailleurs. L'été dernier, l'Agence a par exemple dressé deux procès-verbaux à l'encontre d'Electrabel, « après avoir constaté que les procédures de sûreté n'étaient pas appliquées rigoureusement à la centrale de Tihange ». La société Electrabel a ensuite répondu qu'elle prenait ces deux courriers « très au sérieux ».

« *Où accueillir quatre millions de réfugiés, si l'on doit tous quitter nos maisons ?* »

UN CITOYEN ALLEMAND

Côté politique, face aux inquiétudes des Allemands, la Belgique fait preuve d'ouverture. En février 2016, Jan Jambon avait ainsi accueilli Barbara Hendricks en Belgique pour la rassurer sur l'état des centrales belges – soit quelques semaines après avoir effectué exactement la même visite pour des représentants luxembourgeois et néerlandais, eux aussi inquiétés par Tihange et Doel. Finalement, les rencontres bilatérales entre Barbara Hendricks et Jan Jambon ont abouti, en décembre dernier, à la signature d'un accord pour favoriser l'échange d'informations entre les deux pays sur le nucléaire et pour organiser des « inspections croisées » dans leurs centrales respectives. Ça bouge !

De quoi rassurer Helmut Etschenberg ? Du tout. L'homme fort d'Aix-la-Chapelle campe fermement sur ses positions. Prenons le cas de l'eau du circuit d'injection de sécurité de Doel 3, chauffée à 40°C. Ce que l'AFCN en dit ? « Qu'il a été décidé de préchauffer l'eau comme mesure de précaution supplémentaire, car en cas d'injection d'une grande quantité d'eau froide, la cuve est soumise à de fortes pressions. Pourquoi à Doel 3 et pas à Tihange 2 ? Car à Doel 3, les microbulles d'hydrogène se situent plus près des soudures, qui sont des endroits plus sensibles aux pressions que les parties en acier plein. C'est donc une marge de sûreté supplémentaire. Les microbulles ne représentent aucun danger, comme il a été démontré au terme de notre vaste processus d'analyse. » Mais pour Helmut Etschenberg, cela ne tient pas la route. Préchauffer l'eau du circuit de sécurité de Doel 3, même comme « mesure supplémentaire », est selon lui une preuve supplémentaire que ce réacteur est fragile. Et qu'il faut l'arrêter. Têtu ? Sourd ? Parano ? Obstiné, certainement. Cela fait plus d'un an qu'il s'attaque en rafales à Tihange 2



Jörg Schellenberg est porte-parole du groupe anti-nucléaire allemand AAA, pour Alliance d'Aix-la-Chapelle contre l'Énergie nucléaire.

et Doel 3. Depuis son bureau dans le centre d'Aix-la-Chapelle, il passe en revue les procédures en cours et celles à venir. Attention, c'est du costaud.

Tout commence en février 2016. Nonante communes allemandes, néerlandaises et luxembourgeoises déposent un recours en Belgique devant le Conseil d'Etat, contre Electrabel, l'AFCN et l'État belge. Qui est à la manœuvre ? Etschenberg. L'idée est de contester le redémarrage de Tihange 2 et Doel 3 d'un point de vue administratif. Une décision sur cette procédure est attendue courant 2017.

Une étude à 600 000 euros

Ensuite, Helmut Etschenberg commande, au nom de la StädteRegion Aachen, une étude auprès d'un institut de Vienne, pour évaluer la probabilité qu'Aix-la-Chapelle soit contaminée en cas d'accident nucléaire majeur à Tihange. Coût de l'étude : 600 000 euros. Conclusion : il y a 10 % de chance qu'Aix-la-Chapelle connaisse un taux de radioactivité équivalent à celui de la zone la plus contaminée de Tchernobyl, si la cuve du réacteur T2 lâche. Autrement dit, il y a une chance sur dix que la région doive être évacuée, sous peine de contamination à l'iode-131 ou au césium-137. Avec les conséquences médicales que l'on connaît : cancers, affection de la

thyroïde, déformations fœtales, troubles digestifs, problèmes sanguins...

Quelques mois plus tard, son étude autrichienne en poche, Helmut Etschenberg relance ses collègues qui l'ont accompagné pour la première plainte introduite auprès de la justice belge. Cette fois-ci, ils se tournent vers le tribunal de première instance de Bruxelles au nom du danger que représenterait Tihange 2 pour la population de leurs régions respectives. Cette seconde plainte est signée le jeudi 22 décembre 2016 à... Bruxelles.

La salle choisie pour la conférence de presse aurait pu être un peu plus spacieuse. Entre les dix orateurs, assis épaule contre épaule d'un côté de la longue table, et le banc de journalistes, debout en face d'eux, il reste tout juste assez d'air pour respirer. Les déclarations politiques s'enchaînent. D'abord Helmut Etschenberg, puis ses collègues luxembourgeois et enfin un représentant de la ville de Maastricht. Tout ce beau monde parle allemand (ou néerlandais) à une douzaine de journalistes allemands (plus un Néerlandais). La presse belge est quant à elle introuvable. Le lieu de rendez-vous n'est pourtant pas excentré : rue du Congrès, à deux enjambées de la rue de la Loi. Cette absence est d'autant plus surprenante que la première plainte avait été reprise par la plupart des médias... La presse belge était-elle seulement



conviée, cette fois-ci ? « *Ce n'était pas volontaire que les médias belges soient absents* », rétorque Etschenberg. En attendant, sans possibilité de dialogue, le fossé se creuse entre la Belgique et ses trois voisins mécontents...

« Anne-Marie Lizin recevait tellement de sous d'Electrabel qu'elle aurait bien recouvert les rues du centre-ville de tapis-plein. »

UN HABITANT DE TIHANGE

Helmut Etschenberg a beau dire que le problème « *n'est ni allemand, ni néerlandais, ni belge* », que la question « *dépasse les frontières* », dans les faits, deux mondes évoluent côte à côte. Un exemple : le 31 janvier 2017, jour de la première réunion – très attendue – entre les quatre ministres belges chargés de l'Énergie et de l'Environnement pour discuter de l'avenir énergétique de la Belgique sans le nucléaire, Christian Rein, le journaliste du *Aachener Zeitung*, nous envoyait un email. En pièce jointe : un article rédigé quelques jours plus tôt à propos d'une étude commandée par le ministère de

l'Environnement du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Des chercheurs y envisagent deux liaisons électriques entre la Belgique et l'Allemagne comme solution pour que les Belges puissent se passer du nucléaire dès 2025, voire même plus tôt. La première est le projet Alegro (1 000 MW), déjà sur la table. La seconde est une idée de nouveau pont électrique (2 000 MW, cette fois) entre les deux pays.

Pile au moment où nous terminons de lire cette étude allemande, les quatre ministres belges sortaient de leur réunion. Marie-Christine Marghem (MR), Céline Fremault (CDH), Christophe Lacroix (PS,) et Bart Tommelein (Open VLD) se sont accordés, en une heure de discussion, sur la méthode et l'agenda. Le quatuor vise la fin de l'année 2017 pour présenter leur stratégie énergétique sans nucléaire. Deux réalités, vous dites ?

« *La Belgique dit elle-même qu'elle veut sortir du nucléaire, mais rien ne bouge ! Alors on cherche des solutions... Je ne veux pas qu'on nous prenne pour des rôleurs qui se contentent de déposer plainte, insiste Helmut Etschenberg. Je ne veux pas non plus que les Belges aient l'impression que les Allemands débarquent avec leurs gros souliers...* » Ce qui n'est pas gagné. Vu de Belgique, le tsunami d'initiatives prises par les Allemands peuvent facilement passer pour de l'acharnement. Voire de l'ingérence.

En ce qui concerne les actions judiciaires, les instances visées (le ministère de l'Intérieur, l'AFCN et Electrabel) répondent poliment qu'il est du droit de chacun de se tourner vers la justice. Quant aux actions plus politiques... « Ça énerve les personnes concernées, évidemment ! lâche Jean-Marc Nollet, député fédéral Ecolo, anti-nucléaire notoire. J'ai déjà entendu des réactions comme : "Qu'est-ce qu'ils viennent faire ici ?"; "Les Néerlandais ont bien prolongé de 20 ans l'exploitation de leur centrale à Borssele"; "C'est facile pour les Luxembourgeois de critiquer, ils n'ont pas de centrales nucléaires, quant aux Allemands, ils ont des centrales à charbon". En fait, il est évident que toutes ces actions qui viennent de l'extérieur – actions citoyennes, plaintes en justice, déclarations politiques... – produisent leur effet. La Belgique est maintenant plus transparente sur le nucléaire. »

Des questions et encore des questions

Les citoyens allemands sont-ils seulement satisfaits de cette évolution ? Et de l'implication de leurs dirigeants politiques pour la fermeture des deux réacteurs belges ? Les militants anti-nucléaire lâchent-ils du lest, voyant que leur combat

Vu de Belgique, toutes les initiatives prises par les Allemands peuvent facilement passer pour de l'acharnement. Voire de l'ingérence.

est devenu la norme en Allemagne et que les politiciens ont pris le relais ? On retourne en Allemagne avec toutes ces questions en tête. On remonte dans l'omnibus qui enchaîne les aller-retours entre Spa-Géronstère et Aix-la-Chapelle. Petit transfrontalier, quatre wagons, rapide et efficace. Après Hergenrath, on s'enfonce dans le tunnel qui bouche les oreilles. De l'autre côté, c'est Aix-la-Chapelle et ses affiches « Stop Tihange ».

Ce mercredi soir, le sous-sol du Musée d'art moderne d'Aix-la-Chapelle est bondé. Six cent personnes sont venues assister à une conférence sur Tihange, organisée par le groupe de presse qui détient le *Aachener Zeitung*. Les intervenants – experts scientifiques et représentants politiques – défilent sur scène. Martin Schultz est de la partie. En campagne pour la chancellerie depuis qu'il a quitté le perchoir du Parlement européen, il n'hésite pas, devant ce parterre de 600 électeurs potentiels, à marteler : « Tihange doit fermer ! » Les uns citent l'AFCN et son directeur Jan Bens. Les autres débattent du préchauffage de l'eau du circuit d'injection de sécurité de Doel 3. Tout le monde semble maîtriser les

noms, le jargon, les initiales, les aspects technique d'un dossier... belge. Odette Klepper est installée au fond de la salle. Médecin généraliste pensionnée, elle est membre de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire depuis 1983. Tchernobyl, en 1986, n'a fait que la renforcer dans ses convictions. Elle connaît bien le dossier « Tihange », elle donne elle-même des conférences à Aix-la-Chapelle sur les conséquences médicales d'un accident nucléaire. Son truc : tenir les élus à l'œil. Veiller à ce qu'ils bouclent leur plan d'urgence « alerte nucléaire » tant promis.

De question en question, le public manifeste son besoin de réponses très précises. « Que ferez-vous si le scénario du pire se produit ? Où accueillir quatre millions de réfugiés, si l'on doit tous quitter nos maisons ? » Au centre du parterre, Herbert Hoting se lève et prend le micro. La cinquantaine, grand, mince. Il milite depuis des années contre l'atome. Dernièrement, il concentre son énergie sur les « contradictions » allemandes en matière de nucléaire. Pourquoi l'Allemagne continue-t-elle à vendre du combustible nucléaire à la Belgique, si elle souhaite tant que ses voisins ferment leurs centrales ? Et pourquoi ne sort-elle pas de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) ? Des questions, des questions et encore des questions, qui confirment la théorie d'Helmut Etschenberg : dans ce dossier, dit-il, la grande différence entre les Allemands et les Belges est que les premiers s'en posent beaucoup et les seconds pas assez. C'est au tour de Jörg Schellenberg, porte-parole du groupe AAA, de s'exprimer. Plus jeune que Odette Klepper et Herbert Hoting, son déclic fut l'accident de Fukushima. D'emblée, il charge déjà les représentants politiques allemands, tous niveaux de pouvoir confondus ; il pilonne qu'ils n'en font pas assez pour fermer Tihange 2. Le public applaudit comme jamais encore depuis le début de la soirée.

Quelle était la question déjà ? Les militants anti-nucléaire de la première heure lâchent-ils du lest ? On comprend, à discuter avec Odette, Herbert et Jörg, qu'ils ne comptent pas baisser la garde. Tant que Tihange 2 et Doel 3 seront debout, ils le seront aussi. Et après ? Après, il restera les autres centrales belges. Et les centrales françaises. Et... « Si ça ne tenait qu'à moi, je ferais fermer les centrales du monde entier. Ou du moins, celles d'Europe », sourit Jörg. L'Union européenne compte, à ce jour, 129 réacteurs nucléaires en activité. On n'a pas fini de les entendre.

Catherine Joie



UN SITE INTERNET

Que faire en cas d'accident nucléaire ? Le SPF Intérieur a ouvert un site avec les bons réflexes à adopter. On y apprend

qu'il faut rentrer ou rester à l'intérieur, fermer portes et fenêtres, écouter la radio ou la télévision, éviter de téléphoner (pour ne pas saturer le réseau) et laisser les enfants à l'école. www.info-risques.be



UN DOCUMENTAIRE

La Terre abandonnée (2016) nous emmène dans le village de Tamioka, non loin de Fukushima, où une poignée de Japonais refusent depuis six ans de quitter la zone contaminée par la catastrophe nucléaire du 11 mars 2011. Gilles Laurent, le réalisateur et ingénieur son de *La Terre abandonnée*, a perdu la vie le

22 mars 2016 à Bruxelles, dans l'attentat du métro Maelbeek.



UN FESTIVAL

Du 24 mars au 2 avril, le genre documentaire sera mis à l'honneur à Bruxelles lors du Millenium Film Festival (9^e édition). Parmi la sélection 2017 : le documentaire *Demi-vie à Fukushima*, de Mark Olexa et Francesca Scalisi. Projection le mercredi 29 mars à 17h, suivi d'une discussion, et le vendredi 31 mars à 14h.

« À Aix-la-Chapelle, les affiches "Stop Tihange" sont partout. Pour la Belge que je suis, c'en était oppressant. »

Pour lire l'intégralité du making-of de Catherine Joie, rendez-vous sur notre site (24h01.be/?p=8151)

1,2 milliard

Le montant maximal de la responsabilité civile nucléaire d'Engie Electrabel s'élève à 1,2 milliard d'euros par accident nucléaire. Au-delà de ce plafond d'intervention, c'est à l'État belge d'assurer la couverture des dégâts.

42%

La part du nucléaire dans le mix énergétique allemand est aujourd'hui de 14 %, contre 30 % en 2000. Si la part du nucléaire a largement diminué, celle du charbon reste très importante : 42 % du mix énergétique (24 % de lignite et 18 % de houille). Les centrales au charbon ont un impact environnemental très lourd, contrairement au nucléaire. Selon Engie Electrabel, les centrales nucléaires belges ont ainsi permis d'éviter l'émission de 16,5 millions de tonnes de CO² en 2016.

600

Que faire des déchets nucléaires ? Parmi les propositions belges : les enfouir 600 m sous terre, dans une couche d'argile, du côté de Ypres. Actuellement, les déchets sont stockés à Doel, dans des containers, et à Tihange, dans de grandes piscines.

63

Selon le dernier grand sondage réalisé en Belgique sur la question, 63 % des Belges seraient favorables au maintien du nucléaire pour la production d'électricité en Belgique. Ce sondage remonte à mars 2015, avant que le redémarrage de Tihange 2 et Doel 3 n'ait été autorisé. Le sondage a été commandé par le Forum nucléaire, lobby pro-nucléaire.